le stéphanais

247 26 AVRIL - 24 MAI 2018 JOURNAL D'INFORMATIONS DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY

Que font les Occidentaux ? p. 9
Après la prise d'Afrin par les troupes d'Erdogan et ses auxiliaires issus de Daech, les Kurdes stéphanais se sentent abandonnés par les Occidentaux.

Et maintenant, dansez ! p. 19
Les classes à horaires aménagés danse (Chad) font des heureux parmi les jeunes Stéphanais. Témoignages de Lylou, 12 ans, et de Théo, 14 ans.

Autisme : il faut agir p. 20 et 21
Malgré l'annonce par le chef de l'État d'un 4e plan autisme, les familles attendent toujours en moyenne près de quinze mois pour accéder à un diagnostic.

SNCF

Société nationale ANONYME des chemins de fer...

Présentée comme une « ouverture à la concurrence » par le gouvernement, la réforme de la SNCF soulève l'opposition des cheminots. Mais davantage que le statut, c'est le service public des chemins de fer que ces derniers entendent maintenir hors des intérêts privés. p. 10 à 13

En images

PHOTO : E.B.

VEINES URBAINES

Toutes les couleurs de la rue

Du 19 mai au 16 juin, les veines urbaines irrigueront le centre socioculturel Jean-Prévost d'un cocktail créatif et festif. La journée d'ouverture du 19 mai donnera le ton avec l'installation conçue et mise en scène par l'artiste Aero et le collectif La Crémerie, bien décidés à rivaliser de talent pour plonger le spectateur au cœur d'une ambiance très « street ». Il ne s'agira pas seulement de découvrir une œuvre mais littéralement de s'immerger dans un univers à grand renfort d'images, de volumes et de sons. Pour faire durer le plaisir, les visiteurs pourront le même jour découvrir le travail de nombreux artistes venus de la France entière, s'initier au skate, au BMX et à la trottinette mais aussi au graff et au hip-hop (lire aussi p. 20).

VEINES URBAINES Journée d'ouverture samedi 19 mai, animations de 15 à 19 heures. Centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée libre. Programme complet sur saintetiennedurouvray.fr. Renseignements au 02 32 95 83 66.

FESTIVAL

L'accord parfait

Le festival Yes or Notes revient pour trois jours de musique et de danse en conviant des ambiances et des registres variés aux accents rock, pop, funk, jazz, reggae ou électro.
Du 18 au 20 mai, l'espace Georges-Déziré résonnera des mélodies et des accords interprétés aussi bien par des groupes amateurs que par de jeunes talents issus des conservatoires et des écoles de musique de Saint-Étienne-du-Rouvray et la métropole rouennaise, et des musiciens venus de France, d'Allemagne et d'Angleterre. Le programme complet du festival est à retrouver sur le site de la Ville : saintetiennedurouvray.fr
(Lire aussi p. 19)

YES OR NOTES Espace Georges-Déziré, rue de Paris du 18 au 20 mai. Entrée libre, tout public. Renseignements au 02 35 02 76 89.

PHOTO : E.B.

PHOTO : DR

COMMERCES

Sourires au carré !

La Ville et les unions commerciales stéphanaises ont décroché leur quatrième sourire. Ce label, décerné par l'association de La Journée nationale du commerce de proximité, de l'artisanat et du centre-ville (JNCP), « *valorise le savoir-faire et le dynamisme des commerçants stéphanais*, explique Fabienne Burel, adjointe au maire aux commerces, *mais aussi leur capacité à créer des animations lors de la Journée du commerce de proximité* ». L'élue reconnaît néanmoins que les commerces pourraient être plus nombreux en ville : « *C'est comme partout en France, mais on essaie de faire bouger les choses et la mayonnaise commence à prendre ! Cette récompense booste les commerçants, elle dénote de la volonté municipale à développer le commerce de proximité.* » Saint-Étienne-du-Rouvray a donc rejoint le club des treize villes de France récompensées par quatre sourires (le maximum) !

PHOTO : J. L.

PORTES OUVERTES

Rendez-vous seniors à Croizat

Vendredi 25 mai, la résidence autonomie Ambroise-Croizat ouvre ses portes à toutes celles et tous ceux, personnes âgées et jeunes retraités, qui souhaitent découvrir ses locaux, ses services et son fonctionnement. Cette journée ménagera de nombreux temps d'échange, de rencontre et de convivialité avec les résidents et l'équipe d'encadrement notamment pour visiter un logement témoin et le logement d'hôte destiné à l'accueil des familles. Les visiteurs auront aussi tout loisir de découvrir le conseil de vie social de l'établissement ainsi que les personnes en charge d'animer les ateliers internet, yoga, chant et nutrition. Présent sur place, le guichet unique seniors sera en mesure de renseigner toutes celles et tous ceux qui souhaiteraient rejoindre la résidence Ambroise-Croizat.

INFOS Journée portes ouvertes résidence autonomie Ambroise-Croizat, vendredi 25 mai de 10 à 18 heures. Tél. : 02 32 95 83 94.

À MON AVIS

Défendons nos acquis sociaux !

Le printemps social donne de la voix. Face à un président de la République qui agit en faveur des plus riches, la colère s'exprime et il y a de quoi. Rien que sur notre ville, les effets dévastateurs des logiques en cours se font sentir: Carrefour, SCA Essity, ateliers de la SNCF... Ce sont là des centaines d'emplois qui sont menacés. Pourtant, combien de centaines de milliers d'euros ces entreprises ont-elles reçus avec le CICE ?

Et que dire des « efforts » demandés aux retraités ? Avec l'augmentation de la CSG, ne sommes-nous pas là face à une escroquerie incroyable où l'on prend aux moins fortunés pour donner aux plus riches ?

Quant aux jeunes, ils sont inquiets pour leur avenir face à un système qui instaure une sélection pour accéder aux études supérieures.

La situation actuelle ne peut durer et vous pouvez compter sur ma détermination pour défendre les acquis sociaux et en promouvoir de nouveaux.

Joachim Moyse
Maire, conseiller régional

Directeur de la publication : Jérôme Gosselin. **Directrice de l'information et de la communication :** Sandrine Gossent. **Réalisation :** service municipal d'information et de communication.
Tél. : 02 32 95 83 83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex.
Conception graphique : L'ATELIER de communication. **Mise en page :** Aurélie Mailly. **Rédaction :** Fabrice Chillet, Stéphane Nappez, Laurent Derouet. **Secrétariat de rédaction :** Céline Lapert. **Photographes :** Éric Bénard (E. B.), Jean-Pierre Sageot (J.-P. S.), Jérôme Lallier (J. L.), Loïc Seron (L. S.) **Distribution :** Benjamin Dutheil. **Tirage :** 15 000 exemplaires. **Imprimerie :** IROPA 02 32 81 30 60.

ROULEZ STÉPHANAIS

La bonne conduite

Sensibiliser la population aux dangers de la route et de la vie courante et aux bonnes pratiques demeure la priorité de cette édition 2018 de Roulez Stéphanais organisée par la Ville.
Jeudi 24 mai, après avoir accueilli des collégiens et des jeunes de 15 à 25 ans, la salle festive sera ouverte au grand public. Chacun pourra alors tester ses connaissances du Code de la route, appréhender la conduite en toute sécurité grâce à un simulateur et profiter des conseils avisés d'une sophrologue pour maîtriser son stress et maintenir sa concentration au volant.

INFOS Roulez Stéphanais, jeudi 24 mai à la salle festive, de 18 à 21 heures. Entrée libre. Renseignements au 02 32 91 51 11.

PHOTO : J.L.

ANIMATIONS

Comment vous sportez-vous ?

Du 22 au 25 mai, la Ville organise l'édition 2018 de la semaine du sport et du bien-être. Partenaires de cette initiative, plusieurs clubs sportifs s'impliquent pour faire découvrir leurs activités au grand public. Du taï-chi au badminton avec un détour par le fit-volley ou la gymnastique, il y en aura pour tous les goûts. De leur côté, la piscine Marcel-Porzou, les centres socioculturels et la Mief se mobilisent aussi et proposeront des activités sportives et ludiques ainsi que des ateliers massage et relaxation. Parce qu'après l'effort vient toujours le réconfort.

INFOS Le programme complet de la semaine du sport et du bien-être est à retrouver sur saintetiennedurouvray.fr

PHOTO : DR

MAI 68

Ciné-débat le 23 mai

Organisée par les Amis de l'Humanité, la projection de *1er mai à Saint-Nazaire* de Marcel Trillat sera suivie d'un échange avec le réalisateur. La soirée se poursuivra par un débat intergénérationnel sur le thème « Mai 1968 – mai 2018, père et fils ».

INFOS Mercredi 23 mai à partir de 18 heures, espace Georges-Déziré. Entrée gratuite. Renseignements au 02 35 02 76 90.

Retour sur les 3es assises de la Solidarité

Solidarités : ce qui les renforce, ce qui les fragilise

Du 4 au 26 avril, les 3es assises de la Solidarité organisées par la Ville ont attiré un public de professionnels, d'élus et de citoyens engagés ou simplement curieux de débattre autour du thème choisi pour cette troisième édition stéphanaise : « Être solidaire : hier, aujourd'hui… et demain ? ». L'un des moments forts de ces rencontres qui se sont déroulées en divers points de la ville, aura été le débat en présence de l'historien Yannick Marec et de Louis Maurin, le directeur de l'Observatoire des inégalités, mardi 10 avril, à l'espace Georges-Déziré. « *La France est loin d'être tombée dans la pauvrophobie* », a assuré ce dernier, montrant par exemple que 60 % de la population française considère que l'on « *n'en fait pas assez pour les plus démunis* ».

PHOTO : J.L.

Journée de la solidarité

Samedi 7 avril aura marqué un autre temps fort de ces 3es assises de la Solidarité. Plusieurs associations et acteurs de la solidarité s'étaient donné rendez-vous au centre socioculturel Jean-Prévost à l'invitation des habitantes du quartier. L'objectif était de montrer qu'il existe des gestes et des mots simples pour créer des liens solidaires et pour déconstruire certaines idées reçues. Étaient notamment présentes les Petits Frères des pauvres, l'association Welcome d'aide et d'accueil des migrants, France diabète, la ressourcerie Résistes, la Confédération syndicale des familles, Éligi formation, la Cimade, l'association de retraités bénévoles Agir ABCD…

« Mes droits, j'y ai droit »

Une centaine de personnes, en majorité accompagnées par l'Association stéphanaise de prévention individuelle et collective (Aspic), Éducation et formation et la Confédération syndicale des familles (CSF), se sont rendues jeudi 19 avril au centre socioculturel Jean-Prévost et à la Maison du citoyen afin de faire le point sur leurs droits et sur leurs démarches administratives. Des représentants de la Caf, de la Carsat, de la CPAM, de Pôle emploi, du Département de Seine-Maritime et différents services de la Ville étaient présents pour répondre à leurs questions et les orienter au mieux de leurs droits… « Une personne sur cinq éprouve des difficultés à accomplir les démarches administratives courantes », indique le Défenseur des droits. Cette journée aura donc pu permettre de débloquer certaines situations !

Les coulisses de l'info

Des collégiens se demandent parfois ce qu'ils font à l'école. La rédaction a pu vérifier que le manque de motivation scolaire de ces jeunes « décrocheurs » tire souvent son origine d'une insuffisance d'informations et d'expériences vécues… hors de l'école

Reprendre goût à l'école

L'Aspic a noué des partenariats avec les collèges stéphanais afin de dénouer les problématiques de décrochage scolaire. Reportage auprès de deux jeunes de Robespierre.

« *Sortir du collège leur permet de respirer un peu, ils vivent autre chose* », explique Zohra Driff, éducatrice à l'Association stéphanaise de prévention spécialisée individuelle et collective (Aspic).

L'expérience du large n'a toutefois rien ici d'une version urbaine de l'école buissonnière, même si elle se fait hors du collège et… sur le temps scolaire. Pendant deux semaines, un « module relai » encadré par l'Aspic aura ainsi permis à Muhammet et Mohamed, élèves de 5e et de 4e au collège Maximilien-Robespierre, de recharger leurs batteries au sein de ce dispositif de prévention contre le décrochage scolaire monté par l'Aspic en partenariat avec les collèges stéphanais et la Ville (lire interview ci-contre).

« *Généralement, les élèves en module relai expriment de la lassitude à l'école*, reprend l'éducatrice. *Ils ne comprennent plus pourquoi ils y sont, ce qu'ils y font. Ils ne voient plus d'intérêt à y aller. Après deux semaines de module, les choses sont souvent différentes…* »

« Je suis décidé à bosser »

La mine détendue et attentive des collégiens le confirme : les deux jeunes sont affairés devant un établi, travaillant une pièce de bois sous l'œil de leur éducatrice et du professeur de menuiserie du lycée Le Corbusier, où, pour quelques heures, ils ont revêtu le costume de leurs aînés lycéens.

La visite du lycée n'est toutefois pas la seule activité proposée lors du module, même si, bien sûr, le fait de se projeter dans un univers de « grands » semble avoir d'emblée séduit nos deux collégiens un peu fâchés avec l'école : « *Travailler le bois, c'est super, ça donne envie d'aller au lycée* », confie Muhammet. Quant à Mohamed, il se projette déjà dans sa future peau de lycéen : « *Moi, je voudrais faire un bac pro mécanicien au lycée Marcel-Sembat, à Sotteville. J'ai conscience que c'est difficile mais maintenant je suis décidé à bosser au collège.* »

Du rêve à la réalité

Une semaine plus tard, les deux collégiens visitaient un chantier en compagnie de l'architecte Laurent Protois, Muhammet ayant commencé à travailler un projet professionnel dans le secteur du bâtiment. Et l'attention des deux collégiens n'a pas faibli, bien au contraire, leur intérêt pour les études professionnelles semble avoir pris en intensité : « *Je n'imaginais pas le métier d'architecte de cette façon*, explique Muhammet. *J'aime bien le métier mais les études sont trop longues. Par contre, en visitant le chantier, j'ai découvert le métier de conducteur de travaux qui correspond mieux à ce que je voudrais faire. Il*

Muhammet et Mohamed lors du module relai mis en place par l'Aspic : « *Plein de choses ressortent de ces rencontres avec les professionnels,* explique Zohra Driff, éducatrice. *Il y a au final un retour d'intérêt pour l'école.* »
PHOTO : J.-P. S.

faudra que je fasse un bac pro et après un BTS. Maintenant, je suis prêt à bosser. »
La douzaine de collégiens de Robespierre accompagnés chaque année par l'Aspic au sein de ce module relai ont suivi peu ou prou le même cheminement mais à chaque fois sur un itinéraire taillé sur mesure pour chaque jeune. « *Grâce à la découverte des formations à leur disposition, on peut créer du rêve chez ces élèves,* assure Zohra Driff. *Et du rêve, on passe ensuite plus facilement à la réalité.* » La tête pleine de rêves d'avenir et les deux pieds sur terre, gageons que Muhammet et Mohamed auront eux aussi retrouvé le goût de l'école. ■

DROIT DE SUITE

L'Aspic retrouve (un peu) confiance dans l'avenir

Après la suppression brutale par l'État, cet été, de ses subventions et des emplois aidés, l'Aspic avait pu redresser la barre grâce à une subvention exceptionnelle de la Ville (*Le Stéphanais n° 238*). Six mois plus tard, l'association a pu embaucher une secrétaire en contrat aidé et devrait revenir à un niveau de subvention connu avant le coup de rabot de l'été 2017. « *Mais cela ne règle pas tous nos problèmes car nous n'avons toujours pas les financements pour pérenniser le poste de secrétariat,* pointe Nathalie Rault, la directrice de l'Aspic. *Quant aux subventions de l'État, j'attends maintenant d'avoir la notification écrite pour y croire…* » Une rencontre entre les associations stéphanaises et la sous-préfète à la politique de la ville est prévue en mai-juin.

INTERVIEW

« Créer des tiers lieux éducatifs »

Martin Dermien est coordonnateur de prévention pour la Ville.

Que fait la Ville pour lutter contre le décrochage scolaire ?
La Ville travaille au rapprochement des établissements scolaires avec les structures éducatives situées dans leurs environnements immédiats. Les quatre collèges stéphanais ont pu ainsi s'ouvrir aux éducateurs de l'Aspic, de l'Association du centre social de La Houssière (ACSH) ou encore du centre socioculturel Georges-Brassens. Ces intervenants éducatifs construisent ensemble des projets axés sur la persévérance scolaire. Les parents d'élèves sont associés à cette démarche. L'idée étant de faire une « communauté éducative » cohérente autour de l'enfant.

Quels sont ces projets ?
Chaque collège garde la possibilité de faire son propre projet. Le Maps (Module d'accompagnement à la persévérance scolaire) du collège Louise-Michel préexistait à la mise en place du maillage, ce qui explique une ouverture plus tardive à des intervenants extérieurs. Le collège Picasso travaille avec l'ACSH et a axé son projet sur l'accueil d'élèves exclus. Les collèges Éluard et Robespierre se focalisent avec l'Aspic sur des jeunes qui n'ont pas trop d'intérêt pour l'école mais dont le comportement n'est pas forcément problématique. Ce maillage permet aux jeunes de mieux connaître les ressources éducatives du territoire. La création de ces réseaux éducatifs permet de gagner en complémentarité et en efficacité.

Comment redonner envie aux décrocheurs de s'intéresser à l'école ?
Ces jeunes ciblés ont besoin de créer d'autres relations éducatives en dehors de l'école. Il faut parfois sortir de l'environnement scolaire pour pouvoir mieux y retourner ensuite. Il y a donc nécessité de créer ces tiers lieux éducatifs où les adultes issus des différentes structures parlent d'une même voix mais avec une approche différente.

DÉSINDUSTRIALISATION

Essity : un pas supplémentaire vers la fermeture

Ce que redoutaient les syndicats est en voie de se réaliser : le site Essity stéphanais devrait fermer ses portes avant la fin de l'année.

« *Le PSE* [plan de sauvegarde de l'emploi, ndlr] *est enclenché,* confirme Pascal Vigreux, représentant CGT de l'usine de papier d'hygiène située sur la zone industrielle, les termes sont identiques au PSE de 2016 (*Le Stéphanais* n°218 et 245). *Les 124 collègues de l'usine savent que c'est fichu, le site fermera fin 2018.* »

Deux autres sites sont également touchés par cette vague de destructions d'emplois menée par la maison mère suédoise pourtant en très bonne santé financière (ses profits ont bondi de 0,865 Md€ en 2016 à 1,113 Md€ en 2017 tandis que les bénéfices redistribués aux actionnaires ont littéralement explosé avec 109% d'augmentation sur la même période) : les sites d'Hondouville, dans l'Eure, où sont menacés cinquante-neuf emplois, et de Kunheim en Alsace avec trente-trois autres emplois.

« *On est pourtant les meilleurs du groupe en terme de résultats, mais la direction a décidé de fermer le site depuis son rachat en 2012. Aucun investissement n'a été fait, il n'y a jamais eu de projet industriel pour le site.* »

Le 27 mars, le député Hubert Wulfranc interpellait le gouvernement sur ce groupe qui « *s'emploie depuis 2012 à restructurer ses différents sites français pour gagner en profitabilité* » et qui a « *bénéficié du CICE* ». Le gouvernement n'a pas encore répondu. Les représentants du personnel Essity stéphanais ont rencontré le maire Joachim Moyse, le 16 avril.

CAMPUS DU MADRILLET

L'EsiTech reçoit sa première « promo »

L'université peut-elle mieux préparer ses étudiants à entrer dans la vie active ? C'est en tout cas l'une des ambitions de l'EsiTech, l'école d'ingénieurs créée en 2014 au sein de la Faculté de sciences sur le campus du Madrillet.

L'UNIVERSITÉ EST-ELLE COMPATIBLE AVEC LES ACTEURS DE LA VIE ÉCONOMIQUE ? « *C'est en tout cas l'un de nos objectifs* », détaille Claude Rozé, l'actuel directeur de l'EsiTech qui vient de recevoir sa première promotion de vingt-six jeunes ingénieurs lors de la remise officielle de leurs diplômes décrochés à l'issue de trois années passées sur le campus du Madrillet. « *Nous voulions montrer que, même si la recherche restait l'une de nos missions, les compétences présentes au sein de l'université pouvaient déboucher sur un cursus en adéquation avec les besoins des entreprises* ».

Dès le départ, l'équipe en charge du projet cherche les secteurs où l'EsiTech peut être complémentaire avec l'offre déjà existante, notamment celle de l'Insa en signant un partenariat avec cette école reconnue située sur le même campus. « *Nous ne devions pas être en concurrence, mais au contraire être complémentaires dans les domaines que nous visions : le génie physique et les technologies du vivant* », poursuit Claude Rozé. Deux disciplines ouvrant sur des métiers en lien avec le tissu économique normand : l'automobile, l'aéronautique ou encore la production et la transformation de l'énergie pour la première ; l'industrie pharmaceutique, cosmétique et de santé pour la seconde.

« Parcours individualisé »

C'est d'ailleurs dans ce secteur que la jeune Habibatou Soumare, 24 ans, a décroché un poste chez Sanofi, dans un laboratoire de Vitry-sur-Seine. « *J'étais en licence de sciences et vie de la terre lorsque nos professeurs ont évoqué le lancement de l'EsiTech. Cela correspondait à mes attentes car c'était du concret* », explique-t-elle. L'attrait de la nouveauté – « *c'est toujours une chance d'être au départ d'un projet* » – et à la promesse d'une ouverture vers la vie active la convainc de tenter l'expérience. Avec succès. Comme la quasi-totalité de sa promotion. Une promotion peu nombreuse, « *qui permet de proposer des parcours individualisés* », souligne Claude Rozé qui a pour ambition d'arriver à former une soixantaine d'ingénieur·e·s chaque année. Et la seconde promotion est déjà sur de bons rails.

INFOS Plus de renseignements sur esitech.univ-rouen.fr

Vingt-six jeunes ingénieurs viennent de recevoir officiellement leur diplôme.
PHOTO : L. S.

Mickaël Demir et Ayca Kizilmark, coprésident et coprésidente du Centre de la communauté démocratique kurde de Rouen (CCDKR).
PHOTO : J.-P. S.

GUERRE

Les Kurdes se sentent abandonnés

Après l'invasion d'Afrin par l'armée turque le 18 mars dernier, les Kurdes stéphanais ont le sentiment que leurs sœurs et leurs frères de Syrie ont été abandonnés par les Occidentaux.

Le 18 mars, le canton autonome kurde d'Afrin situé au nord-ouest de la Syrie est tombé au 58e jour de l'opération « Rameau d'olivier » menée par les forces armées turques de Recep Erdogan.

Selon le journal britannique The Independent*, les forces turques auraient été appuyées par des combattants présentés comme appartement à l'Armée syrienne libre (ASL) mais dont la plupart serait en réalité issue des rangs de Daech.

Afrin était contrôlée depuis 2012 par les Forces démocratiques syriennes (FDS) composées majoritairement de combattantes et de combattants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) que le président Erdogan accuse d'être liées au Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, que le régime turc combat militairement depuis 1984.

L'invasion turque n'a provoqué aucune réaction militaire des alliés occidentaux des FDS alors que ces dernières ont été depuis le début du conflit civil syrien en 2011 aux premiers rangs de la guerre contre Daech, en libérant notamment Rakka, la « capitale » de l'État islamique.

« On se fait attaquer de tous les côtés »

« *On a combattu Daech, aujourd'hui les FDS sont attaquées par la Turquie et les déchets de Daech… On a le sentiment d'être abandonnés par la coalition internationale et par notre patrie, la France. Malgré tout, on croit toujours que la France nous apportera son aide* », explique Mickaël Demir, le coprésident du centre culturel kurde (CCDKR) de la rue Ernest-Renan.

Le sentiment d'abandon exprimé par Mickaël Demir est en effet nuancé par la rencontre qui a eu lieu le 29 mars l'Élysée entre Emmanuel Macron et des FDS au cours de laquelle le Président a « *exprimé clairement sa préoccupation sur la situation dans le canton d'Afrin et demandé le plein accès de l'aide humanitaire aux populations civiles* ». Les FDS assuraient quant à elles « n'avoir aucun lien opérationnel avec ce groupe terroriste [le PKK, ndlr] ». « *La France tente de racheter les Kurdes qu'elle a vendus sur un plateau en or à Erdogan* », s'indigne cependant Ibrahim Seydo Aydogan, porte-parole rouennais du Parti démocratique des peuples (HDP), proche des FDS et des YPG. « *On a peur maintenant, on se fait attaquer de tous les côtés*, s'inquiète Ozgur, une adhérente stéphanaise du CCDKR. *La presse parle à peine de ce qui se passe là-bas, pourtant, c'est pire qu'à Kobané. Erdogan menace l'Europe avec les millions de migrants qu'il retient à ses portes, c'est pour ça qu'elle abandonne maintenant les Kurdes.* »

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, plus de 1 500 combattants kurdes ont été tués (46 côté turc) lors de l'offensive d'Afrin. Plus de 200 000 personnes ont dû fuir la ville. ■

*** « Turkey accused of recruiting ex-Isis fighters in their thousands to attack Kurds in Syria », The Independent, 7 février 2018.**

COPROPRIÉTÉ ROBESPIERRE

Issue de sauvegarde

La Ville, la Métropole et l'État s'associent en faveur de la préservation de la copropriété Robespierre dans l'intérêt des propriétaires et des locataires mais aussi de tous les habitants du quartier.

LE 11 AVRIL 2018, LA VILLE ET LA MÉTROPOLE SE SONT RÉUNIES EN PRÉFECTURE AVEC D'AUTRES PARTENAIRES POUR ÉTABLIR UN POINT DE SITUATION DE LA COPROPRIÉTÉ ROBESPIERRE AU CHÂTEAU BLANC. Face à une dette exponentielle de la copropriété, notamment auprès des fournisseurs, et l'imminence de la levée du gel de cette dette, l'ensemble des partenaires impliqués se sont accordés pour engager une intervention exceptionnelle.

Mobilisation exceptionnelle

La Préfecture de Seine-Maritime a décidé d'engager un plan de sauvegarde dont la première étape consiste à prendre un arrêté afin de constituer la commission chargée de son élaboration. Les collectivités locales aussi bien que les représentants des copropriétaires feront partie des interlocuteurs qui siégeront au sein de cette commission. Afin d'être opérationnels au plus tôt, la Ville et la Métropole vont prochainement missionner un bureau d'études en charge de réaliser des études complémentaires de terrain. Outre la connaissance technique des bâtiments, il convient d'appréhender le profil social des occupants par la réalisation d'une enquête globale auprès des propriétaires et des habitants de la copropriété. Dans le détail, si le plan de sauvegarde dépend de la Métropole avec le soutien de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), la démolition de l'immeuble Sorano sera quant à elle sous maîtrise d'ouvrage de la Ville en partenariat avec l'Établissement public foncier de Normandie (EPFN) et avec les aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru). Enfin, après plusieurs mois de travail, on assiste à l'engagement exceptionnel et effectif de tous les acteurs impliqués en faveur de la copropriété Robespierre et de l'avenir de l'ensemble du quartier. ■

Les acteurs locaux se mobilisent pour la copropriété Robespierre et s'impliquent en faveur d'une intervention exceptionnelle.

LIVRE

Hôpitaux stéphano-américains !

Il y a un siècle, l'Allemagne lançait une série d'offensives sur la Marne destinées à percer les défenses alliées avant l'arrivée en ligne des troupes de l'Oncle Sam débarquées quelques mois plus tôt en France. Un beau livre retrace l'épopée du Base Unit 21, l'hôpital militaire américain installé sur l'hippodrome des Bruyères de 1917 à 1919. Ce livre évoque également le Base Hospital n°4 (BH4), originaire de Cleveland (Ohio, USA) quant à lui installé au Madrillet, et qui fit de notre commune le lieu en Europe où débarquèrent les premiers soldats américains, le 25 mai 1917 (*Le Stéphanais* n° 234). L'ouvrage est une mine d'informations sur l'hôpital du champ de courses et sur ses pérégrinations d'une guerre mondiale à l'autre. « *Le base Unit 21 est réactivé le 25 décembre 1941,* explique Jean-François Dray, l'un des auteurs du livre. *Il allait devenir la plus grande unité sanitaire en Europe et la plus décorée de la Seconde Guerre mondiale.* » Parti de Saint-Louis (Missouri, USA), l'hôpital qui fut sottevillo-stéphanais vingt-quatre ans plus tôt, débarqua en Algérie, puis, suivant la progression des alliés, passa de Naples à Mirecourt, dans les Vosges.

Les deux hôpitaux américains, pour ce qui est de leur épisode stéphanais, connurent leur plus grosse activité il y a un siècle, lors de la très meurtrière seconde bataille de la Marne.

L'une des sources des auteurs n'est autre que Jacques Lombart qui a rappelé le BH4 à la mémoire collective. L'historien nous apprend que « *parmi les 300 000 hommes qui débarquèrent au Havre, il y avait parmi eux un certain Walt Disney, en 1918* ». Mais l'histoire ne dit pas si le créateur de Mickey a posé les pieds à Saint-Étienne-du-Rouvray !

ROUEN ET LE BASE UNIT 21 Jean-François Dray, Agnès Goujon, Stéphane Cursan. Éditions AGAMI, 25 €.

Sous les lampadaires, la Métropole

Sur les 80 000 lampadaires gérés par la Métropole, 12 500 dépendent du pôle Seine-Sud* auquel est intégrée la commune. Une gestion qui n'est pas aussi simple qu'elle en a l'air…

Jusqu'en 2015, les municipalités avaient la charge d'entretenir leur propre réseau d'éclairage public (qui n'englobe pas ceux des espaces gérés par les bailleurs privés). Il y a trois ans, cette compétence, en même temps que celle de la voirie, est passée dans le giron métropolitain. « *Il a fallu trouver une nouvelle organisation car chaque réseau avait son histoire, ses particularités* », rappelle Vincent Perrot, le directeur général adjoint en charge des territoires et de la proximité au sein de la collectivité rouennaise, précisant au passage qu'un état des lieux cartographié est en passe d'être finalisé.

Sur le pôle Seine-Sud, quatre agents sont chargés de veiller au grain. Notamment lors de tournées de surveillance où il est parfois nécessaire d'allumer les candélabres… en plein jour. « *Cela peut surprendre les riverains qui parfois pensent à une défaillance technique alors que nous sommes en pleine intervention.* » Un réseau complexe donc, divisé en secteur – généralement une rue, mais pas toujours – avec à chaque fois une armoire électrique servant de centre de contrôle. « *Auparavant, des capteurs de luminosité déclenchaient l'allumage des lampes, mais c'est un système sensible, notamment à la pollution et à l'usure. Petit à petit, nous installons des horloges astronomiques dans chaque armoire. C'est beaucoup plus fiable et cela permet des réglages plus fins* », indique Vincent Perrot.

Extinction des feux ?

Car pour lui, si l'essentiel est bien de s'assurer que les lampes s'allument correctement en les changeant lorsqu'une panne est détectée, il est aussi important de réfléchir à leur consommation énergétique, aussi bien pour réaliser des économies que pour se préoccuper de l'environnement. « *Les ampoules au sodium sont systématiquement remplacées par des lampes à LED qui consomment entre 30 et 50 % d'énergie en moins. Leur capacité éclairante étant également supérieure, cela permet de diminuer légèrement leur intensité* », continue le technicien.

Autre piste de réflexion : l'extinction ou la forte diminution de l'éclairage au cœur de la nuit, ce qui a également comme avantage de réduire la pollution lumineuse néfaste à la faune locale. « *Nous avons par exemple fortement baissé la luminosité sur une zone d'activités durant la nuit. Et nous réalisons des tests en ce sens sur la commune de Saint-Léger-du-Bourg-Denis entre 23 et 5 heures du matin* », explique Vincent Perrot. La commune de Saint-Ouen-du-Tilleul, à la frontière de l'Eure, a quant à elle franchi le pas depuis juillet 2017, comme 12 000 autres en France. « *Mais ce sujet fait débat. Et il est indispensable de trouver un consensus avant de prendre une telle décision.* »

BON À SAVOIR Si vous constatez un dysfonctionnement de l'éclairage public proche de chez vous, vous pouvez composer le 0 800 021 021 (numéro vert) ou prévenir les services municipaux qui relaieront l'information auprès de la Métropole.

*** Le Pôle Seine sud englobe les Petit et Grand-Quevilly, Sotteville-lès-Rouen et Saint-Étienne-du-Rouvray.**

Des techniciens de la Métropole ont parfois besoin d'allumer les lampadaires le jour pour effectuer des opérations de contrôle ou de maintenance.

« Le marché n'a jamais fait bon ménage avec le ferroviaire, à plus forte raison si l'on intègre les infrastructures. En Amérique latine, cela a débouché sur la disparition totale de réseaux. Les États-Unis et le Canada, eux-mêmes, subventionnent les compagnies ferroviaires. » Michel Pigenet, historien des chemins de fer.
PHOTOS : J.-L.

Sur la voie du privé

Le gouvernement veut ouvrir la SNCF à la concurrence. Mais comment intéresser le privé à une activité qui exige des investissements colossaux, et qui, même bien faite, est peu rentable ?

« *C'est un peu comme pour les autoroutes, on nationalise les investissements et on privatise les profits.* » De l'avis de David Lepennetier, responsable syndical Sud Rail, l'ouverture du réseau voyageurs de la SNCF à la concurrence risque de produire des effets similaires à ceux observés aux péages après la privatisation des autoroutes en 2006 (laquelle, coïncidence ou non, avait été décrétée sous prétexte d'une dette trop élevée). Sept ans après cette privatisation des autoroutes, en 2013, la Cour des comptes n'avait plus que ses yeux pour pleurer : hausses de tarifs hors de toute proportion et profits gigantesques aspirés par les actionnaires, le tout au détriment du service dû aux automobilistes (lesquels l'avaient d'ailleurs financé par l'impôt). « Les actionnaires avaient pu remonter des fonds propres massivement et optimiser leurs structures financières sans retour pour l'usager », écrivait la Cour des comptes, dénonçant dès lors des « contrats à l'avantage du concessionnaire ».

Pour David Lepennetier, l'objectif du gouvernement n'est donc pas très différent de celui de 2006 lorsqu'il privatisa les autoroutes : « *Le but est de permettre au privé d'aspirer l'argent public. Et cela se fera au prix d'une*

Les coulisses de l'info

Puisqu'un train peut en cacher un autre, la rédaction s'est demandé si, derrière celui du statut des cheminots lancé par le gouvernement à l'opinion publique pour lui « vendre » sa réforme de la SNCF, ne s'en cachait pas un autre : le train des actions que l'État pourrait bientôt céder au privé… Ce que lui permet la transformation de la SNCF en société anonyme.

plus grande dégradation du service, ça ne marchera pas mieux. » « *Les constats que fait Spinetta dans son rapport ne sont pas faux, mais ces dysfonctionnements sont le reflet des décisions économiques et politiques qui relèvent davantage du dogme que d'un véritable projet ferroviaire* », pointe quant à lui Gilles Chuette, cheminot CGT et élu stéphanais.

Quand on veut tuer son chien…

Car s'ils s'opposent à la réforme, les cheminots ne nient pas que les choses ne fonctionnent pas au mieux dans la nébuleuse qu'est devenue la SNCF à force de « filialisations » de leur entreprise en unités cloisonnées. « *On ne s'y retrouve pas nous-mêmes* », confie le représentant Sud Rail*. Et quiconque a pris le train entre Le Havre et Paris en a mesuré l'impact sur la qualité du service rendu. Mais pour les cheminots, les raisons qui font que ce « service public […] marche de moins en moins bien » comme le déclarait le Premier ministre Édouard Philippe le 26 février, seraient en partie liées à « *la volonté de Guillaume Pepy* [le PDG de la SNCF, NDLR] *d'être à la tête d'une entreprise mondiale du transport plutôt que de vouloir faire rouler des trains partout sur le territoire* », ironise Gilles Chuette. Le résultat de cet objectif est un véritable gâchis, lâche le représentant CGT : « *Des lignes comme Paris-Le Havre pourraient être rentables si la volonté y était. Mais quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage.* » Le fait que la SNCF soit également, via sa filiale Geodis et ses 7,9 Md€ de chiffre d'affaires (en 2016), le numéro un français et quatrième européen des transporteurs routiers apporte de l'eau au moulin d'une SNCF décentrée de son activité historique au nom de la compétition mondiale. Pour preuve : la part du transport marchandise ferroviaire (le fret) représente moins de 15 % du chiffre d'affaires de la filiale SNCF logistics à laquelle appartient Geodis.

Une « *vision stratégique de Guillaume Pepy* » qu'épingle également l'historien Michel Pigenet, professeur émérite à l'université Paris 1 : « *La SNCF est aujourd'hui très engagée dans les privatisations et l'exploitation des réseaux ferrés en Europe. Ne faudrait-il pas s'interroger sur ces investissements en Italie et en Allemagne quand l'argent manque pour entretenir les "lignes du quotidien" dans l'Hexagone ?* »

« Il veut accrocher un scalp à sa ceinture »

Or, dans ce contexte, si la SNCF se désintéresse du ferroviaire hexagonal, qui pourra assurer ce service d'intérêt général à sa place ? Peu nombreux seraient les candidats sérieux à cette ouverture à la concurrence que fait miroiter le gouvernement comme remède magique aux « galères » des usagers. « *Si l'on redonne des concessions à des compagnies privées, il y a deux possibilités,* →

HISTOIRE

Quand les actionnaires réclamaient la nationalisation des chemins de fer !

« *Financer un réseau ferré nécessite des investissements colossaux, que les compagnies privées sont incapables de financer. En France, après des débuts calamiteux, il a fallu que l'État s'en mêle, avec la loi de 1842, et prenne à sa charge les infrastructures pour que les capitaux privés s'enhardissent et candidatent à l'exploitation des concessions retenues par les pouvoirs publics. Car l'État, et cela ne vaut pas que pour la France, a toujours supervisé le ferroviaire, activité stratégique s'il en est. Il lui revenait aussi d'établir des règles de sécurité. De là découle la notion de service public appliquée aux chemins de fer, avec ses normes d'égalité, de continuité et de mutabilité, difficilement compatibles avec celles du marché libre et non faussé… Bien que l'État ait financé les équipements les plus lourds, la plupart des compagnies privées qui exploitaient les réseaux avant la nationalisation de 1937 furent incapables d'équilibrer leur budget. Les conventions prévoyaient que l'État couvre les pertes et assure un profit plancher. Il le fit au moyen de subventions, de crédits et de garanties d'emprunts. En 1908, il réalisa une première nationalisation, celle de la Compagnie de l'Ouest, quasiment à la demande des actionnaires, pressés de placer leurs capitaux dans des entreprises plus rentables. Il en allait de même à la veille de la nationalisation de l'ensemble des réseaux, en 1937. À cette date, la dette cumulée des compagnies privées atteignait 37 milliards de francs, soit l'équivalent de 27 milliards d'euros actuels, montant considérable si on le rapporte au PIB de l'époque.* » Michel Pigenet, historien des chemins de fer.

→ explique Michel Pigenet. *Soit on met plusieurs compagnies sur une même ligne, ce qui ne va pas sans poser des problèmes de cadencements et de gestion, soit on confie l'exploitation de la ligne à un seul opérateur privé. On passe alors d'un monopole public à un monopole privé, un peu comme cela s'est fait pour les autoroutes… Curieuse concurrence… Quoi qu'il arrive, il faudra satisfaire les actionnaires en quête de dividendes. Qui peut imaginer qu'il en aille autrement ? Dans ce contexte, si l'on voit bien que la remise en cause du statut vise à faire du personnel une variable d'ajustement, il est plus douteux que cela suffise à atteindre le niveau de rentabilité attendu. À l'évidence, d'autres "coûts" devront être rognés, par exemple sur la qualité du service rendu, mais on n'échappera pas à la hausse des tarifs. Ce que la situation de monopole ne pourra que favoriser. Toutes les activités de réseaux privatisées ont connu cette évolution.* »
« *Dans les faits*, poursuit l'historien, *très peu d'entreprises privées seront en mesure de supporter un tel investissement. On verra donc arriver les habitués de la rente publique (Veolia, Vinci…). Le projet de réforme procède aussi de l'idéologie et du dogme. On pense au néolibéralisme, bien sûr, mais il s'agit de vaincre un foyer de résistance syndicale. Thatcher a vaincu les mineurs, Emmanuel Macron aimerait terrasser les cheminots. Un syndicaliste a évoqué l'ambition présidentielle d'accrocher le trophée des cheminots dans son bureau à l'Élysée.* ». Des pulsions guerrières que confirme un proche du président de la République cité par *Le Figaro* le 3 avril dernier : « Macron veut faire de la SNCF le symbole de sa volonté réformatrice. S'il veut accrocher un scalp à sa ceinture, il n'y a pas mieux. » Mais peut-être ferait-il mieux d'enterrer la hache de guerre, pour le bien des usagers. ■

*** La direction régionale de la SNCF n'a pas donné suite à notre demande d'interview.**

Y a-t-il un pilote dans la loco ?

En région, le réseau ferré secondaire ne serait plus menacé alors que le rapport Spinetta recommandait la fermeture de 9 000 km de lignes. L'avenir demeure néanmoins incertain tandis que l'ouverture à la concurrence est considérée par le gouvernement comme la seule voie de salut.

Parce que l'aménagement du territoire est indissociable des infrastructures de transports, le réseau ferré dit « secondaire » mérite d'être entretenu, modernisé et développé au même titre que les lignes à grande vitesse qui monopolisent la recherche et les investissements depuis la fin des années 1960. En Normandie, ce réseau accueille 330 trains express régionaux (TER) par jour en semaine et pas moins de 96 trains Intercités. Les besoins sont donc importants. Pourtant, l'État a choisi de botter en touche et de faire porter cette responsabilité sur les épaules de la Région sans lui transférer les moyens à la mesure des enjeux.

Erreur d'aiguillage

« *Il n'y a plus de stratégie de l'État en matière d'aménagement du territoire comme c'était le cas dans les années 1960. La question dépend aujourd'hui des Régions et des intercommunalités qui doivent prendre en charge des financements d'infrastructures à moyen et à long terme* », explique le géographe Arnaud Brennetot, maître de conférences à l'université de Rouen.
Dans le cadre du projet de réforme porté par le gouvernement, les Régions se retrouveraient investies d'une nouvelle prérogative avec la possibilité de lancer des appels d'offres pour des lignes TER dès 2019 et donc de recourir à des opérateurs privés. Une démarche qui résonne comme un copier-coller du système britannique.
La première conséquence de ce report de responsabilité serait d'accroître la déconstruction de l'unité de la SNCF. Un processus entamé dès 1997 avec la création de RFF qui impliquait une scission entre le pôle réseau et le pôle mobilité. La deuxième conséquence de cette libéralisation du système serait de contraindre les Régions à prendre des arbitrages suivant des contingences purement économiques. « *L'exploitation des TER coûte 136 millions d'euros par an à la Région. Les abonnements des usagers et l'achat des titres de transport ne*

▲ **Pour les trajets domicile-travail, la ligne TER Yvetot-Elbeuf constitue un relais important et fréquenté au départ et/ou à l'arrivée à Saint-Étienne-du-Rouvray.**
PHOTO : J.-P. S.

représentent que 20 % de cette somme. Le reste à charge revient à la Région. Grâce à l'ouverture à la concurrence, nous espérons pouvoir réaliser une économie de 25 à 30 %, explique Jean-Baptiste Gastinne, vice-président en charge des transports à la Région Normandie. *Les opérateurs sont prêts à répondre à cette demande. Mais nous n'envisageons pas de transférer une ligne ou plusieurs à un opérateur autre que la SNCF avant 2023. L'argument financier est important mais nous songeons aussi à la qualité de service aux clients.* » L'intention est noble mais coïncide assez mal avec d'autres engagements de la Région, prête à augmenter sa contribution de 122 à 157 M€ en faveur du contournement Est dont le coût total approcherait le milliard d'euros et dont les impacts sanitaires et environnementaux sont confirmés depuis 2016 par un rapport de l'Autorité environnementale.

Diviser pour mieux régner

En fait, il s'agit une fois encore de décliner le modèle des partenariats publics-privés. Le morcellement de l'activité à la SNCF sonne le glas du service public au sens propre avec une égalité de service pour chacun. Plus encore, ce type de stratégie téléguidée par l'État et la SNCF contribue à renforcer la compétition entre les territoires et même les rivalités avec des disparités fortes. « *Si la Région Normandie prend en charge les lignes Intercités, rien ne dit que sur la ligne Le Havre-Paris elle pourra obtenir des créneaux sur la portion entre Mantes-la-Jolie et la capitale. La Région Normandie malgré une apparente indépendance de gestion se retrouvera prise entre la SNCF et la Région Île-de-France* », explique Arnaud Brennetot. Si le constat paraît alarmant, les spécialistes considèrent néanmoins que des solutions existent pour pérenniser le réseau régional. « *Il y a des potentialités avec de nombreux sillons exploitables pour le fret notamment. La ligne Serqueux-Gisors peut devenir un atout important pour connecter la vallée de la Seine à l'Est de la France* », insiste Arnaud Brennetot. ■

INTERVIEW

« Travailler l'intermodalité »

Pierre-Henri Emangard
Chercheur associé à l'université du Havre, spécialiste de l'organisation des transports

Le réseau des lignes régionales constitue-t-il un fardeau financier pour la SNCF ?

Nullement, depuis des années, la SNCF fait des bénéfices sur cette activité – comme sur la banlieue parisienne – alors que de plus en plus de dessertes TGV deviennent déficitaires. Grâce à sa situation de monopole, la SNCF dispose ainsi d'une base rentable qui lui a permis d'investir dans une stratégie de développement à l'international. C'est grâce à la directive européenne de juillet 1991 prévoyant une ouverture à la concurrence très progressive pour les chemins de fer dans les pays européens, qu'elle a pu mettre en place cette stratégie. Maintenant que le ministère de l'Économie et des Finances veut réduire les subventions publiques, la SNCF pense qu'il est souhaitable d'exploiter les petites lignes TER par autocar, mode moins coûteux notamment d'un point de vue salarial.

Quelles seraient les solutions pour maintenir un réseau régional à la mesure des besoins de la population et des ressources des Régions ?

Avec la réforme portée par le gouvernement, on s'oriente vers une délégation de service public comme pour la gestion de l'eau. C'est une tradition bien française. Ce système a au moins le mérite de réguler la politique tarifaire et de garantir un niveau d'offre aux usagers. Dans un contexte de métropolisation, la solution passe selon moi par l'intermodalité. Il faut coordonner et articuler les modes de transports collectifs et individuels grâce notamment à une tarification intégrée et unique comme en Allemagne ou comme c'est le cas avec la carte Navigo à Paris. Sur la ligne Le Havre-Rouen-Paris en particulier, il faut prioritairement éliminer la saturation de la section Mantes-Paris qui pose problème depuis vingt ans, ce qui permettra d'effectuer Le Havre-Rouen-Paris en moins de deux heures puis d'articuler et de densifier les dessertes Intercités et TER sans surcoût d'exploitation.

Élu·e·s communistes et républicains

Devançant le patronat, le président des premiers de cordée nous annonçait il y a peu la mise en place d'une deuxième journée de « solidarité ». Créée en 2004, cette journée doit permettre de financer la prise en charge des personnes âgées et des personnes handicapées. Ce financement se fait aussi par la CSG, que beaucoup ont vu augmenter aux dépens de leur porte-monnaie.
Si le gouvernement souhaite davantage de solidarité, nous pouvons rappeler que la suppression de l'ISF aboutit à une perte de 3 à 5 milliards d'euros pour l'État. Les mesures qui sont prises ne conduisent ni à plus de solidarité, ni à plus de justice. La solidarité, c'est la justice. Aujourd'hui, nous sommes témoins de nombreux mouvements de contestation, qu'ils soient étudiants, cheminots, retraités ou dans le corps médical… Sans la moindre considération. Faire payer les premières victimes de cette politique de riches en leur retirant un deuxième jour férié est un leurre masquant l'austérité budgétaire déjà actée. Les élu·e·s communistes s'opposent à cette logique d'appauvrissement de la majorité de la population. À quand une journée de « solidarité » financée par le capital plutôt que par le travail ?

TRIBUNE DE Joachim Moyse, Francine Goyer, Pascal Le Cousin, Jérôme Gosselin, Murielle Renaux, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Najia Atif, Carolanne Langlois, Marie-Agnès Lallier, Francis Schilliger, Nicole Auvray, Daniel Vezie, Hubert Wulfranc, Didier Quint, Jocelyn Cheron, Florence Boucard, Gilles Chuette.

Élu·e·s Droits de cité mouvement Ensemble

Solidarité avec les cheminots en lutte pour défendre le service public du rail ! La dette, brandie par la ministre, est le produit du désengagement de l'État et du choix d'infrastructures (TGV) imposées par les gouvernements.
Le statut des cheminots n'est pas responsable des retards, des dysfonctionnements, des pannes… Les cheminots travaillent dans des conditions souvent difficiles, cotisent 42,5 ans pour une retraite à taux plein et touchent des salaires équivalents à ce qui se fait ailleurs. La suppression des lignes locales, parce qu'elles ne seraient pas rentables, signe la fin du service public de proximité, renforce les inégalités entre les territoires et accroît la circulation routière.
Le fret, ouvert à la concurrence depuis 10 ans, est tombé à 10 % du transport des marchandises, au profit de la route. Des centaines de locomotives qui pourrissent à Sotteville, c'est plus de camions sur les routes, plus de pollution, de changement climatique, d'accidents…
En Angleterre, la privatisation du rail a causé accidents, retards, augmentations de prix et désorganisation du service. Les Anglais veulent sa renationalisation.
Ensemble et déterminés, défendons tous nos services publics !

TRIBUNE DE Michelle Ernis, Pascal Langlois.

Élu·e·s socialistes écologistes pour le rassemblement

L'hôpital va mal. Constat alarmiste ? Non : menace existentielle. Le service public hospitalier est à bout de souffle. C'est aussi le cas à l'hôpital du Rouvray. Nous soutenons l'engagement des syndicats et celui des Blouses noires.
L'hôpital public ne peut pas être une entreprise rentable. Quand, chaque année, les dépenses engagées sont inférieures à l'augmentation mécanique des besoins, le déficit est obligatoire. Les soignants sont contraints de faire plus avec moins de moyens ! Il en résulte une augmentation du burn-out et des suicides. L'épuisement est généralisé parmi ceux qui pensaient y exercer l'un des plus beaux métiers du monde : soigner. Résultat : les patients attendent de longues heures aux urgences.
Nous considérons que la préservation d'un service public hospitalier, accessible à tous et à la pointe du progrès, respectueux de celles et ceux qui y travaillent est une exigence républicaine incontournable. Nous devons augmenter les budgets tout comme l'offre en soins de suite et de réadaptation, permettre aux soignants de se réapproprier leur outil de travail, investir dans la rénovation des conditions d'accueil et lutter résolument contre les déserts médicaux.

TRIBUNE DE David Fontaine, Danièle Auzou, Patrick Morisse, Léa Pawelski, Catherine Olivier, Daniel Launay, Philippe Schapman, Samia Lage, Pascale Hubart, Réjane Grard Colombel, Antoine Scicluna, Thérèse-Marie Ramaroson, Gabriel Moba M'builu.

Élu·e·s vraiment à gauche, soutenus par le NPA

Macron a dit à la télé ne pas voir de « coagulation de tous les mécontentements ». Pour lui, il n'y a aucune cohérence entre la lutte des cheminots, le mal-être à l'hôpital, la résistance à l'évacuation de Notre-Dame-des-Landes, les retraités ulcérés par la hausse de la CSG ou les étudiants et professeurs opposés à la sélection à l'entrée à l'université. Fidèle à sa stratégie de division, il a même eu la prétention de faire le tri entre les mécontentements « légitimes » et ceux qui ne le seraient pas !
Mais c'est pourtant cette trouille d'une « convergence » des luttes qui explique la fébrilité avec laquelle ce gouvernement joue de la matraque contre toute contestation de sa politique. À Notre-Dame-des-Landes, il a dépêché 2 500 gendarmes mobiles et des véhicules blindés. Même scénario dans les universités où les CRS tentent d'expulser les étudiants. Face aux attaques concertées du gouvernement et du patronat, aucun secteur ne peut gagner seul. La seule réponse qui donne les moyens de gagner est d'entrer toutes et tous en lutte, de faire converger nos colères, nos revendications pour déboucher sur un mouvement d'ensemble, avec des assemblées générales pour en garantir la démocratie.

TRIBUNE DE Philippe Brière, Noura Hamiche.

BON À SAVOIR

Halte aux nuisances sonores

Les bruits excessifs constituent une nuisance qui porte atteinte à l'environnement et à la qualité de vie. Un arrêté municipal rappelle que tout bruit gênant est interdit de jour comme de nuit. L'utilisation d'appareils bruyants pour bricoler ou jardiner est tolérée aux horaires suivants : de 8 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 19 heures du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 15 à 19 heures le samedi et de 10 à 12 heures le dimanche.

COURTS SÉJOURS

IL RESTE DES PLACES CET ÉTÉ

Il reste encore des places pour quelques courts séjours cet été : Aventure nautisme du 30 juillet au 3 août ; Mer (6/8 ans) du 9 au 13 juillet et du 23 au 27 juillet ; Mer (8/10 ans) du 16 au 20 juillet, du 30 juillet au 3 août et du 6 au 10 août.

RENSEIGNEMENTS auprès du service enfance au 02 32 95 83 83.

PHOTO : E.B.

FLEURIR LA VILLE

INSCRIPTIONS À PARTIR DU 2 MAI

Le concours « Fleurir la Ville » a pour objectif de récompenser les particuliers qui, en fleurissant leur maison, leur jardin et leur balcon contribuent à l'embellissement de la ville. Trois catégories ont été arrêtées : maison avec jardin, maison avec terrasse, balcon, murs et fenêtres. Des urnes seront déposées à l'hôtel de ville et à la maison du citoyen le 2 mai afin de recueillir les inscriptions. La tournée d'inspection démarrera à la fin du mois d'août pour se terminer en mi-septembre.

COMMERCE

Bistrot Jem's. Eugénie Coulombel vient de reprendre le Bistrot Jem's. Le bar-brasserie est ouvert du lundi au vendredi de 10 à 18 heures.

TÉL. 02 76 78 87 28.

VACANCES

NOUVEAUX HORAIRES

• Bibliothèques-ludothèque

Pas de changement jusqu'à samedi 28 avril inclus. Semaine du 30 avril au 5 mai (férié mardi 1er).

Bibliothèque Elsa-Triolet : mercredi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30, vendredi de 15 heures à 17 h 30, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 à 17 heures.

Bibliothèque de l'espace Georges-Déziré : mercredi et jeudi de 14 à 17 heures.

Bibliothèque Louis-Aragon : jeudi de 15 à 19 heures et vendredi de 15 heures à 17 h 30.

Ludothèque Célestin-Freinet : mercredi de 9 h 45 à 12 h 30 et de 13 h 45 à 17 h 30, vendredi de 13 h 45 à 17 h 30, samedi de 9 h 45 à 12 h 30 et de 13 h 45 à 17 h 30. Semaine du 8 au 12 mai (férié mardi 8 et jeudi 10)

Bibliothèque Elsa-Triolet : mercredi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30, vendredi de 15 heures à 17 h 30, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 à 17 heures.

Bibliothèque de l'espace Georges-Déziré : mercredi de 14 à 17 heures.

Bibliothèque Louis-Aragon : mercredi de 10 heures à 12 h 15 et de 14 heures à 17 h 30.

Ludothèque Célestin-Freinet : vendredi de 13 h 45 à 17 h 30. Reprise des horaires habituels mardi 15 mai. Renseignements au 02 32 95 83 68.

• Piscine Marcel-Porzou

Ouverte lundi de 15 heures à 19 h 30, mardi de 9 heures à 12 h 45 et de 15 heures à 19 h 30, mercredi de 10 heures à 12 h 45 et de 15 heures à 17 h 30, jeudi de 9 heures à 12 h 45 et de 15 heures à 19 h 30, vendredi de 10 heures à 12 h 45 et de 15 heures à 19 h 30, samedi de 9 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 h 30, dimanche de 9 à 12 heures.

La piscine est fermée les jours fériés. Renseignements au 02 35 66 64 91.

DÉCHETS

COLLECTES DÉCALÉES

Mardis 1er et 8, jeudi 10 et lundi 21 mai étant fériés, la collecte des déchets est décalée d'une journée.
La collecte des papiers et emballages aura lieu jeudis 3 et 24 mai ; celle des ordures ménagères vendredis 4, 11 et 25 mai et mardi 22 mai ; celle des déchets végétaux samedis 5, 12 et 26 mai.

CIMETIÈRES

FERMETURE À 16 HEURES

En raison de l'application de produits phytosanitaires, le cimetière centre fermera à 16 heures jusqu'au 30 avril. Du lundi 14 au mardi 22 mai, ce sera au tour du cimetière du Madrillet (selon les conditions météorologiques).

FOIRE À TOUT D'AIRE DE FÊTE

INSCRIPTIONS POSSIBLES POUR LE DIMANCHE

Il reste des places pour la foire à tout d'Aire de fête dimanche 3 juin. Il est possible de s'inscrire dans les centres socioculturels Jean-Prévost (Tél. : 02 32 95 83 66), Georges-Brassens (Tél. : 02 32 95 17 33) et Georges-Déziré (Tél. : 02 35 02 76 90). Le montant de la participation est fixé à 7 € pour trois mètres linéaires le dimanche. Pour les non-Stéphanais, le tarif est 15,80 €.

Agenda

CITOYENNETÉ

MARDI 8 MAI

Commémoration du 8 mai 1945

10 h 15 : cimetière du Madrillet, hommage au monument aux morts et dépôt de gerbes. 10 h 30 : cimetière du centre, hommage au monument aux morts et dépôt de gerbes. 11 heures : place de la Libération, hommage au monument aux morts, dépôt de gerbes, allocution du président des anciens combattants et du maire Joachim Moyse.

MARDI 15 MAI

Tirage au sort des jurés d'assises

Le tirage au sort des jurés d'assises aura lieu à 11 heures au service de l'état civil. Ce tirage est public.

SANTÉ

JEUDI 3 ET LUNDI 14 MAI

Vaccinations gratuites

Le Département organise des séances de vaccinations gratuites pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans, jeudi 3 mai de 16 h 45 à 18 h 15, au centre médico-social, 41 rue Ambroise-Croizat, et lundi 14 mai de 16 h 30 à 18 heures, au centre médico-social rue Georges-Méliès.

► Renseignements au 02 76 51 62 61.

SPORT

LUNDI 21 MAI

Tournoi de pétanque

Le Cacs pétanque organise un tournoi en doublettes, au parc omnisports Youri-Gagarine, derrière les courts de tennis. Jet du but à 14 heures. 10 € par équipe.

► Renseignements et inscriptions au 06 81 84 50 70.

SPORT/SANTÉ

DU 21 AU 25 MAI

Semaine du sport et du bien-être

Lire p. 4.

SENIORS

LUNDI 7 MAI

Sortie au cinéma

Le service vie sociale des seniors propose une sortie au cinéma Le Mercure à Elbeuf pour le film *Sage femme* de Martin Provost avec Catherine Frot et Catherine Deneuve. Prix de la place : 2,50 € transport compris.

► Réservations mercredi 2 mai par téléphone au 02 32 95 93 58 à partir de 10 heures, dans la limite des places disponibles.

VENDREDI 25 MAI

Portes ouvertes à la résidence Ambroise-Croizat

Lire p. 3.

ANIMATIONS

DIMANCHE 6 MAI

Foire à tout

L'association Place Blériot organise une foire à tout de 9 à 18 heures, sur la place Blériot. 5 € le mètre linéaire.

► Inscriptions et renseignements au 02 35 77 38 28.

JEUDI 24 MAI

Roulez Stéphanais

Lire p. 4

VENDREDI 25 MAI

Loto

L'Association amicale des anciens apprentis SNCF organise un loto, de 14 à 17 heures, dans la salle Raymond-Devos de l'espace Georges-Déziré.

► Renseignements au 09 86 54 06 65.

CULTURE

EXPOSITIONS

JUSQU'AU 26 MAI

Mai 1968 à la une

C'est avec les « unes » de journaux quotidiens d'information et de périodiques engagés et satiriques que cette exposition, conçue par Guillaume Doizy, spécialiste de l'histoire de la caricature et de l'image, raconte les événements des mois de mai et juin 1968. Des débuts du mouvement étudiant aux barricades, de la grève générale au référendum, de Cohn-Bendit à De Gaulle, de la Sorbonne au quartier latin.

► Espace Georges-Déziré. Entrée libre. Renseignements au 02 35 02 76 90.

DU 24 AVRIL AU 11 MAI

Mai 68

Cette exposition, réalisée par l'association Valmy, recense les causes du mouvement sans les classer forcément par importance et raconte les temps forts des mois de mai et juin 1968. Elle présente une chronologie des événements, des débuts du mouvement étudiant aux barricades, de la grève générale au référendum…

► Centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66.

Yes or notes

VENDREDI 18, SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 MAI

Yes or notes, le festival de musiques actuelles investit pendant trois jours, les 18, 19 et 20 mai, l'ensemble de l'espace Georges-Déziré. Week-end musical, mais aussi chorégraphique, où tous les styles se croisent et se rencontrent pour le plaisir des oreilles et des corps. Week-end de découvertes et de partages initié par les élèves et professeurs du conservatoire qui, à cette occasion, invitent les jeunes talents de la région, d'Allemagne et d'Angleterre, mais aussi des groupes professionnels.

Têtes d'affiche :

VENDREDI 18 MAI

- 21 h 30 : Adama (Scène ouverte)
- 21 h 30 : Yù (Chanson Dream pop)

SAMEDI 19 MAI

- 20 h 30 : Babelonia (pop funk)
- 20 h 30 : Yann Hervé Quartet (jazz)
- 21 h 30 :: RCCS (Chanson festive)
- 21 h 30 : Les Trois Brexitaires (British Rock from Gateshead, England)

DIMANCHE 20 MAI

- 17 h 40 : WeekEnd (groupe vocal)

Et aussi : scène ouverte jeunes talents (vendredi), groupes issus des conservatoires et écoles de musique de : Saint-Étienne-du-Rouvray (musique et danse), Grand-Couronne/Petit-Couronne, Grand-Quevilly, Louviers, Nordenham (Allemagne), Coup de chant (Saint-Étienne-du-Rouvray), École de guitare Folschweiler-Niquet, Capsules (Cie In Fine Sotteville-lès-Rouen), atelier Pôl'Art centre socioculturel Jean-Prévost, Jam session, atelier derbouka centre socioculturel Georges-Brassens.

► Espace Georges-Déziré. Entrée gratuite. Renseignements au 02 35 02 76 89.

DU 2 AU 18 MAI

Mai 68 : cinquante ans

L'institut d'histoire sociale offre un arrêt sur image du mouvement social de 68 au niveau national et local. Chacun découvrira au travers d'une exposition et d'un diaporama les actions aux prémices de ce mouvement populaire et les grèves qui s'en sont suivies.

► Centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 17 33.

DU 21 MAI AU 16 JUIN

La coupe du monde de football

L'exposition retrace la coupe du monde de football des origines à aujourd'hui en partenariat avec la Ligue de football de Normandie et la Fédération française de football.

► Centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 17 33.

CINÉ-DÉBAT

MERCREDI 23 MAI

1er mai à Saint-Nazaire

Lire p. 4.

MUSIQUE

MERCREDI 9 MAI

Kenny Garrett

Les concerts de Kenny Garrett sont à la fois spirituels, intenses et funky, et il est l'un des meilleurs souffleurs de la jazzosphère contemporaine. À ses côtés, en quintette, Vernell Brown au piano, Corcoran Holt à la basse, Marcus Baylor à la batterie, Rudy Bird aux percussions.

► 20 h 30. Le Rive Gauche.
Billetterie : 02 32 91 94 94.

CONTE MUSICAL

VENDREDI 25 MAI

L'ineffable Madame de La Fontaine

Une découverte récente dans les archives des bibliothèques de Saint-Étienne-du-Rouvray a permis de découvrir que Madame de La Fontaine, épouse du fameux fabuliste, écrivait, elle aussi, de jolies petites histoires de loup, de fourmi, de lièvre et de renard. Le compositeur Olivier Vonderscher les a mises en musique pour le plus grand plaisir des élèves du conservatoire. Les fameuses fables racontées de ce fait par les élèves du big band et des chorales du conservatoire s'en trouvent chamboulées, d'autant que la danse s'en mêle aussi, réservant des chutes et des morales différentes de nos souvenirs d'enfance.

► 19 heures, Le Rive Gauche. Entrée gratuite. Réservations et renseignements au 02 35 02 76 89.

LIVRES, MUSIQUES, FILMS

SAMEDI 26 MAI

SameDiscute

Le rendez-vous des bibliothécaires et des lecteurs pour partager livres, musiques et films. Un moment convivial où chacun vient avec ses coups de cœur et ses envies de découverte.

► 10 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée libre. Renseignements dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

MULTIMÉDIA

MERCREDI 23 MAI

MédiaThéCafé

Un atelier consacré aux applications. La découverte du téléchargement d'applications sur la tablette sous Androïd sera suivie de propositions d'applis pratiques ou ludiques. Ce rendez-vous est destiné aux adultes déjà familiarisés à l'ordinateur et à internet.

► 16 heures, bibliothèque Louis-Aragon. Places limitées à huit personnes. Entrée gratuite. Renseignements et réservations dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

POÉSIE

VENDREDI 25 MAI

Soirée poésie

À l'occasion de la fête des mères, les enfants du Clas (aide aux devoirs) proposent une fin d'après-midi consacrée à la poésie.

► De 17 h 30 à 19 heures, centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée gratuite. Renseignements au 02 32 95 17 33.

JEUNE PUBLIC

SAMEDI 19 MAI

La Tambouille à histoires

Pour bien commencer le week-end, vous êtes invités à venir écouter des histoires soigneusement choisies pour les enfants de 4 à 7 ans. Des images et des mots à savourer en famille !

► 10 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée gratuite. Renseignements dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

VENDREDI 25 MAI

Spectacle musical

Le centre socioculturel Georges-Brassens propose des petites histoires musicales (durée : 30 minutes). Pour les enfants de trois mois à 5 ans accompagnés d'un adulte.

► De 9 h 30 à 11 h 30, centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée gratuite. Renseignements au 02 32 95 17 33.

Les personnes à mobilité réduite peuvent se rendre aux manifestations grâce au Mobilo'bus, moyen de transport leur étant réservé. Renseignez-vous au 02 32 95 83 94.

Veines urbaines

DU 19 MAI AU 16 JUIN
Exposition

Cette exposition a pour vocation de réunir, présenter et promouvoir de nombreux acteurs ou artivistes des arts urbains. Ils seront encore nombreux au rendez-vous venant de Rouen, Toulouse, Rennes, Lyon, Paris et l'île de la Réunion. À l'honneur cette année vous pourrez découvrir l'installation réalisée par l'artiste AERO et le collectif La Crémerie (lire aussi p. 2).

► Journée d'ouverture samedi 19 mai. Centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66.

SAMEDI 19 MAI

- Skate-park mobile de 15 à 19 heures
- Live graffiti à partir de 15 heures
- Initiation au graff, à partir de 15 heures
- Rencontre hip-hop à partir de 16 h 30

MERCREDI 23 MAI
Initiation au graff

Sous les conseils de l'artiste rouennais Kejo, les jeunes réaliseront une fresque tout en apprenant le maniement de la bombe de peinture.

► De 14 à 17 heures. Gratuit mais inscriptions obligatoires au 02 32 95 83 66.

Noces d'or

PASCALE ET JEAN-PIERRE MIREY
50 ans de mariage… et de solidarité

Ils se sont rencontrés lors d'un mariage d'amis. Neuf mois plus tard, ils se mariaient. C'était en janvier 1968. Le « joli mois de mai » n'était alors qu'une promesse qui se levait à l'Est, du côté de Prague, tandis qu'à Paris et ailleurs, lycéens, étudiants et ouvriers commençaient à faire parler d'eux. Pascale et Jean-Pierre se retrouvèrent à Saint-Lô, dans la Manche. Jean-Pierre commençait sa carrière de mécanicien au service automobile de la Poste, Pascale était aide-soignante. Mai venu, ils se mettront eux aussi en grève mais loin des pavés. Mais qu'importe les pavés, l'esprit de Mai habite les Mirey : l'engagement syndical, associatif et politique leur est chevillé au corps. Jean-Pierre est administrateur de Sésame autisme Normandie, trésorier des jardins Europac, chauffeur bénévole pour le Foyer des marins. Pascale fut conseillère municipale de 2001 à 2014, elle milite dans un syndicat, s'engage chez les Petits frères des pauvres et siège au conseil d'administration du Foyer stéphanais et du CCAS… Ils ont deux enfants, deux petits-enfants et fêteront en famille leurs cinquante ans de mariage, le 28 avril.

Noces de platine

YVETTE ET ANDRÉ BROUARD
70 ans de bonheur

Pour Yvette et André Brouard, l'histoire commence en 1947 au bal à Neuneu, une discothèque rouennaise. Quelques mois plus tard, le 17 avril 1948, ils se mariaient et entamaient un pas de deux qui les tient encore enlacés. « *La danse, c'est une passion depuis toujours* », explique Yvette. « *Toutes les occasions étaient bonnes. On faisait tous les bals à Oissel, à Rouen, même pendant la semaine* », insiste André, qui abandonnait parfois la piste pour exercer ses talents de menuisier, à l'Union maritime de Rouen d'abord puis à son propre compte à partir de 1962. Yvette, de son côté, après quelques années passées dans l'industrie textile se consacrera à ses quatre enfants. Le 21 avril, le couple a fêté ses noces de platine, soixante-dix années de bonheur passée à travailler, à voyager et à bâtir la maison familiale stéphanaise qui fait la joie des onze petits-enfants et dix arrière-petits-enfants d'Yvette et André.

État civil

ERRATUM

Dans le numéro 246 du *Stéphanais*, une erreur de manipulation a fait paraître les décès sous la rubrique « Naissances » et les naissances sous la rubrique « Mariages ». Nous présentons nos excuses à toutes les personnes qui auraient pu en être affectées.

MARIAGES

Abdelhak Zidane et Ibticeme Ben Aissa, Zakaria Ourazzouq et Nawell Ait El Madani, Eren Uslu et Meryem Çetin.

NAISSANCES

Ismail Azirar, Oscar Bavière, Tesnim Gharbi, Naïla Kellas, Julia Le Carrer Dubois, Kheylane Lefebvre, Mila Lunetta, Adem Moussi, Kenza Achour, Eurydice Gravy.

DÉCÈS

Erna Lechien, Jane Holzem, El Miloud Habbani, Lucienne Bertin, Lillo Lo Vetere, Colette Chetritt, Karakiz Kizilirmak, Aïcha Guendouz, Jeanne Girard, Christiane Fleury, Teresa Lanteri, Didier Descelliers, Jean Anquetil, Madeleine Coquatrix, Christophe Désert, Josette Jamet-Lacaille, Kaddour Zergui, Hélène Silliau-Pointel, Guy Collilieux, Abdelkader Taïr, Didier Halm, Monique Lonchard–Leray, Jean Harlée, Baya Tlich, Gilbert Bénard, Raymond Fairier, Arlette Chandor, Lyliane Neffari, Monique Barazer, Roseline Chauveau, Simone Ratieuville, Roger Duflos, Christophe Grisel, Michel Charlet, Denis Duval, Geneviève Dupont.

PHOTO : L.S.

CLASSE À HORAIRES AMÉNAGÉS DANSE

« La danse, c'est mon oxygène »

Lylou, 12 ans, et Théo, 14 ans, sont élèves au collège Louise-Michel. Deux classes les séparent, ils n'ont pas les mêmes ami·e·s, la même vision de leur avenir mais ce qui les rassemble plusieurs fois par semaine, c'est la danse avec la Chad.

« *Elle danse tout le temps*, confie Magaly Defresnes, la maman de Lylou. *Elle a intégré la classe à horaires aménagés danse (Chad) dès le CE2 à l'école Joliot-Curie. C'est sa passion.* » Dès qu'elle entend de la musique, c'est plus fort qu'elle, Lylou se met en mouvement quitte à bouger les meubles dans sa chambre pour avoir plus de place. « *La danse, c'est mon oxygène* », explique Lylou. Théo de son côté a eu le déclic en participant à une mini-résidence au Rive Gauche avec la compagnie La BaZooka. « *Ils m'ont dit que j'avais un gros potentiel. J'aimais déjà le hip-hop et le break dance alors je me suis lancé avec la Chad. Certains de mes potes disaient que c'était un truc de filles mais j'ai décidé de faire mon propre choix sans me laisser influencer.* »

Dans le groupe, les jeunes danseurs et danseuses se serrent les coudes même si tout n'est pas rose tout le temps. « *Il y a des tensions parfois parce qu'on n'a pas tous le même niveau ou pour savoir qui sera devant sur la scène. C'est comme une vie de troupe* », reconnaît Lylou. « *Mais à la fin, quand on se retrouve en représentation face au public, c'est le meilleur moment* », insiste Théo.

Espace de découvertes

Le premier plaisir de la Chad, c'est donc celui de la danse. « *En contemporain, on se lâche complètement, on se laisse porter par le rythme,* explique Lylou, *avec le classique, tu ressens peut-être plus les émotions, c'est doux et apaisant.* » Théo a davantage besoin de s'inspirer d'une histoire : « *Juste en dansant, on peut faire parler les personnages, un peu comme une langue des signes et puis il y a aussi la mise en scène et les costumes qui sont importants.* » Au-delà de la danse, la Chad ménage bien d'autres surprises. « *On va souvent au spectacle et puis on découvre d'autres formes de musique* », précise Théo. « *Moi je croyais que le piano c'était un instrument tout simple alors qu'en fait il peut produire plein de sons différents. Parfois même, j'ai l'impression d'entendre plusieurs instruments* », confie Lylou.

Et demain ?

Pour tous, la Chad demeure un lieu d'expérimentations qui ménage les attentes et les espoirs de chacun. « *Moi, j'ai choisi la danse pour en faire ma vie,* déclare Lylou. *Je veux aller dans un lycée où je peux faire de la danse. J'en ai besoin pour m'exprimer. En septembre, je continuerai la Chad et, en plus, je veux me perfectionner en danse classique avec des cours supplémentaires au conservatoire.* » Magaly, la maman, ne s'inquiète pas : « *Je suis bien contente qu'elle ait une passion parce que c'est souvent le meilleur moyen de réussir dans la vie.* » Théo se projette plutôt dans un parcours d'ingénieur. « *J'adore bricoler les petites choses et puis ça ne m'empêchera pas de danser à côté.* » À chacun son rythme…

RENSEIGNEMENTS Auprès du conservatoire au 02 35 02 76 89.

Les activités sportives mises en place par le Club gymnique stéphanais permettent aux enfants de l'institut médico-éducatif de la rue du Madrillet d'améliorer leurs compétences psychomotrices.
PHOTOS : L. S.

SANTÉ

Autisme : le plus tôt sera le mieux

Le dépistage et la prise en charge précoce de la maladie font partie des priorités du 4e plan autisme, présenté le 6 avril dernier. Si l'intention est louable, elle implique aussi une prise en charge sur la durée et une formation adaptée des professionnels de santé.

Les coulisses de l'info

Alors que les troubles du spectre de l'autisme (TSA) apparaissent précocement au cours de l'enfance, le délai moyen d'attente pour accéder à un diagnostic est de 446 jours en France. Une situation insupportable pour les familles et les professionnels de santé.

Dès février 2018, en amont de la présentation du 4e plan autisme, la Haute autorité de santé (HAS) pressait déjà les pouvoirs publics de mettre en place des actions concrètes pour améliorer l'accompagnement des enfants autistes tout en pointant les difficultés rencontrées par les parents qui manquent de relais et sont confrontés à des diagnostics tardifs.

Dépistage précoce

Pour les professionnels, c'est une évidence, le plus tôt est toujours le mieux. « *Entre 20 et 38 mois, la plasticité cérébrale permet d'éviter de voir s'installer des rigidités de comportement qui apparaissent entre 3 et 5 ans,* explique Marlène Lallau, orthophoniste intervenant au sein de l'Unité de diagnostic et d'évaluation pluri-professionnelle (Unidep) de Rouen. *Plus la maladie est détectée rapidement, plus il est possible de développer chez l'enfant une capacité à s'adapter à des milieux différents, à interpréter les signes et à communiquer.* » Dans le même temps, le dépistage précoce impose que les professionnels de l'enfance et de la petite enfance soient formés pour identifier les signes lors des examens médi-

▲ **Pour répondre aux besoins de prise en charge de leurs résidents, l'association Sésame autisme Normandie prévoit prochainement d'entamer la reconstruction de l'institut médico-éducatif de la rue du Madrillet.**

caux obligatoires. Une évidence qui s'accorde encore mal avec le fait que 62 % des généralistes estiment leur niveau de formation « faible à insuffisant » face cette maladie. (Source : Cour des comptes – décembre 2017). Dans les faits, il faut constater une grande hétérogénéité des profils avec parfois peu de points communs entre un autiste présentant une déficience intellectuelle profonde et un autiste Asperger doué souvent d'un quotient intellectuel au-dessus de la moyenne. « *La base commune reste celle d'un trouble de l'interaction sociale,* précise la pédiatre Sophie Radi. *Dès 9 mois, il est possible d'établir un premier repérage sur la base de quelques observations liées à la station assise, au babillage, aux échanges. À 24 mois encore, le diagnostic s'affine si l'on est attentif au développement du langage, à la gestion de la frustration, à la motricité ou aux interactions.* » L'enjeu du dépistage est d'autant plus essentiel qu' « *un enfant non diagnostiqué est en souffrance* », insiste le docteur Sophie Radi.

Rupture de parcours

Une fois le diagnostic établi, reste la question de la prise en charge. En la matière, la métropole rouennaise n'est pas la plus mal dotée. Depuis septembre 2016, l'Unidep, adossée au centre d'action médico-social précoce (CAMSP) de Rouen, accueille des enfants autistes âgés de 2 à 3 ans. Ce pôle d'excellence permet un encadrement transdisciplinaire. « *À raison de quatre séances d'une heure par semaine, nous travaillons avec les enfants mais aussi avec les parents. Nous les aidons à comprendre la maladie, à préparer l'orientation de l'enfant vers l'école ou vers une institution, à engager des démarches avec la maison départementale des personnes handicapées* », indique Marlène Lallau, orthophoniste. L'enjeu est d'éviter la rupture de soin tandis que les spécialistes sont surchargés, que les délais d'attente s'allongent pour intégrer des centres médico-psycho-pédagogiques et que du côté de l'Éducation nationale les enseignants et les auxiliaires de vie scolaire manquent de formation. ■

AUTISME

Hors cadre

Chaque semaine, le Club gymnique stéphanais (CGS), labellisé « sport et handicap », accueille des résidents de l'institut médico-éducatif (IME) de la rue du Madrillet. Parmi eux, Ethan, Virgil et Taho se retrouvent avec leurs éducatrices pour changer de cadre et de rythme. Un moment de plaisir et de socialisation. « *La pratique d'une activité sportive les aide à mieux se concentrer, à être constant sur un temps de séance. Cette activité, coordonnée avec le travail d'une psychomotricienne, produit des effets positifs à tous les niveaux. Les acquisitions motrices en particulier sont réelles* », confirme Grégory Legros, éducateur sportif au CGS.

INTERVIEW

« Une vraie fluidité des parcours de vie »

Aurélia Dufranne, directrice générale de l'association Sésame autisme Normandie qui gère neuf établissements en Seine-Maritime et dans l'Eure dont l'institut médico-éducatif situé rue du Madrillet.

L'inclusion doit-elle devenir la norme pour les autistes ?

L'inclusion est au cœur de nos réflexions pour les adultes et les enfants. En 2014, nous avons ouvert une unité d'enseignement en maternelle (UEM) pour une prise charge dès 3 ans. Mais il est illusoire d'imaginer une inclusion pour tous. Nous avons 180 résidents et tous ne sont pas en capacité d'intégrer ce processus en milieu scolaire ou professionnel.

Le 4e plan autisme paraît encore trop fragile sur la prise en charge des adultes autistes. En France, nous manquons de moyens pour agir en faveur de l'intégration sociale et professionnelle et pour assurer un suivi psychiatrique et psychologique à la hauteur des besoins.

Quelle est la situation pour les malades vieillissants ?

Il est essentiel de coordonner les modes de prise en charge pour installer une vraie fluidité des parcours de vie, de l'enfance jusqu'à la vieillesse. Nous nous y préparons et nous nous formons pour une prise en charge de la dépendance des autistes vieillissants. Mais aujourd'hui, je n'ai pas de réponse à apporter en termes d'habitat pour ces résidents. Nous envisageons deux possibilités à l'heure actuelle : soit un partenariat avec un Éhpad pour créer un département dédié, soit la création d'un établissement spécialisé.

INFOS Sésame autisme Normandie, Tél. : 02 32 11 16 71.

Les deux Icham de la Team Bazet à l'entraînement, en attendant Clairefontaine !

PHOTO : J.L.

Champions de Five !

Une dizaine de copains stéphanais, issus de l'ASMCB et de clubs locaux, ont décroché le titre de champion de France de Five (foot à cinq en salle). Ils seront à Clairefontaine fin mai.

« *On était gamins, on jouait sur un bout de gazon devant la crèche Anne-Frank, c'est là qu'on a commencé le street…* » C'était il y a quinze ans. Icham Aït Hammou avait fédéré une bande de joueurs de « street », ce foot de rue qui, selon lui, est « *une école de la technicité* ».

Quinze ans plus tard, donc, le 10 mars 2018, les gamins du Château blanc avaient gagné en technicité et s'étaient donné un nom : le Street Team Bazet. Devant les « teams » hexagonales, ils raflaient la « KFC Foot 5 Cup », le championnat de France de Five, sponsorisé par la chaîne de restauration rapide originaire du Kentucky, en partenariat avec la Fédération française de football. Icham et ses gars, à savoir l'autre Icham, Mustapha, Mohamed, Dimitri, Omar, Fred, David, Samir, Mounaïm et Houssem ont surgi sur les terrains synthétiques alors que personne ne les attendait, quand bien même la team Bazet n'en était pas à son premier coup de maître : « *Hein, Rouen ? Y a des joueurs de Five là-bas ?* », s'étonnèrent les cadors de la KFC Cup un peu oublieux que quatre ans plus tôt, en 2014, les hommes d'Icham avaient déjà fait parler d'eux en ravissant un autre titre majeur du foot à cinq : la Galaxy Cup.

Champions mode décontracté

Car on joue non seulement au Five à Rouen mais encore les tauliers de la discipline ont tous été formés dans les rues de Saint-Étienne-du-Rouvray. Et c'est à la façon stéphanaise que nos champions de France continuent de jouer « *en mode décontracté,* assure Icham, *on ne se prend pas la tête, on est une bande de copains avant tout* ».

La bande de copains joue également au foot à onze. En dehors des entraînements, ils sont poseur de véranda, chauffeur routier, ouvrier du bâtiment, employé dans un bureau des méthodes ou encore étudiant. Icham Aït Hammou est quant à lui mécano. Il occupe son temps entre les carburateurs et sa team, passant de Zidane (qui l'a sélectionné pour un championnat en Espagne) à son carnet de commandes de mécanicien auto. « *Le foot à cinq m'a permis de voyager, de m'ouvrir aux autres et au monde. Pour le reste, je suis heureux comme ça.* »

Bricoler et jouer dans la rue, le secret du succès est peut-être là : « *Quand je bricolais ma voiture au Château blanc*, se souvient-il, *les gamins me demandaient de leur montrer des trucs de foot, alors je posais mes outils et j'allais jouer avec eux.* » L'un de ces jeunes s'appelle Yasser Larouci, il a aujourd'hui 17 ans et a été recruté par le club de Liverpool…

En récompense de sa victoire à la KFC Cup, la Team Bazet assistera à un entraînement de l'équipe de France de football à Clairefontaine, vendredi 25 mai.